

**Conseil économique et social**

Distr. générale
25 septembre 2012
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Session ordinaire de 2013**

21 au 30 janvier et 8 février 2013

**Rapports quadriennaux pour la période 2008-2011,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil économique et social**

Note du Secrétaire général**Addendum****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Action Canada pour la population et le développement	3
2. African Aid Organization	4
3. Agency for Cooperation and Research in Development	6
4. Al-Haq	9
5. Bharat Sevashram Sangha	11
6. Black Sea Civil Society Solidarity Association	13
7. Center for Egyptian Women's Legal Assistance Foundation	14
8. Children International	16
9. Endeavour Forum	17
10. Global Foundation for Democracy and Development	18
11. GOI Peace Foundation	21
12. Gran Fraternidad Universal	23



13.	Institut interaméricain de statistique	25
14.	Institut des femmes islamiques d'Iran	26
15.	Centre « Les femmes et le monde moderne »	28

1. Action Canada pour la population et le développement

Statut consultatif spécial, 2004

Changements à signaler

En raison d'une baisse de financement imputable à la crise financière mondiale, l'organisation a terminé la période considérée dans le rapport avec trois membres du personnel à plein temps, alors qu'elle avait commencé la période avec un effectif de six personnes.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation contribue par un certain nombre de moyens essentiels aux travaux des Nations Unies. Premièrement, elle s'emploie, au sein du système des Nations Unies, à sensibiliser aux violations des droits sexuels et des droits liés à la procréation et à plaider en faveur des mesures à cet égard. Cette action consiste en réunions avec des diplomates au cours des sessions des organismes des Nations Unies en vue d'attirer leur attention sur ces questions. L'organisation participe également aux mécanismes du système de défense des droits de l'homme des Nations Unies, notamment deux sous-mécanismes cruciaux du Conseil des droits de l'homme, à savoir, le système des procédures spéciales et l'examen périodique universel.

Deuxièmement, l'organisation collabore avec les agents de l'État et les parlementaires au Canada en vue de sensibiliser aux problèmes mondiaux liés à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation et d'exhorter le gouvernement du Canada à réaliser les objectifs de financement concernant l'aide publique au développement et à consacrer davantage d'investissements à la santé en matière de sexualité et de procréation. De tels efforts sont directement liés à la promotion des progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Troisièmement, l'organisation s'emploie à renforcer la capacité des organisations de la société civile dans le monde entier en vue de leur permettre de savoir comment utiliser le système de protection des droits de l'homme des Nations Unies pour promouvoir ces droits au sein de leurs pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a participé activement aux réunions ci-après des Nations Unies :

- Chaque session du Conseil des droits de l'homme, notamment les séances plénières et les négociations sur des résolutions pertinentes pour le mandat de l'organisation, au cours desquelles elle a fait des déclarations orales
- Chaque session du Groupe de travail sur l'examen périodique universel, notamment en observant ses procédures
- Séances plénières et parallèles de chaque session de la Commission de la condition de la femme, à l'exception de la cinquante-cinquième session, tenue en 2011

- Séances plénières et parallèles de chaque session de la Commission de la population et du développement, à l'exception de la quarante et unième session, tenue en 2008

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a travaillé en étroite coopération avec le FNUAP et accueilli le lancement au Canada de son rapport annuel intitulé *Rapport sur l'état de la population mondiale* au cours de la période considérée dans le rapport. En outre, elle a participé à une réunion d'experts tenue par le FNUAP les 3 et 9 octobre 2009 à New York sur la santé en matière de sexualité et de procréation. Elle a également coorganisé des réunions parallèles sur les approches axées sur les droits de l'homme visant à réduire la mortalité et la morbidité maternelles, marquées par la participation du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCR), de l'Organisation mondiale de la santé et du FNUAP. Les réunions se sont tenues en marge de la onzième et de la dix-huitième sessions du Conseil des droits de l'homme.

Initiatives prises en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené des activités de recherche sur les montants d'aide publique au développement que le gouvernement du Canada consacre à la santé en matière de sexualité et de procréation. L'organisation a contacté les parlementaires et les médias canadiens en vue de sensibiliser à ses conclusions, et faire en sorte que le Gouvernement du Canada augmente ses allocations de ressources dans ces domaines, pour atteindre la cible des Nations Unies d'allocation de 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement. De concert avec un groupe parlementaire représentant tous les partis sur la population et le développement, l'organisation a accueilli au Parliament Hill à Ottawa de nombreuses manifestations publiques visant à sensibiliser les législateurs et les décideurs aux réalités de la santé en matière de sexualité et de procréation à l'étranger et au rôle du Canada dans ce domaine.

Durant la période considérée dans le rapport, l'organisation a également œuvré avec d'autres partenaires de l'Initiative internationale relative à la mortalité maternelle et aux droits de l'homme en vue de sensibiliser à l'enjeu de la mortalité maternelle en tant qu'une violation des droits de l'homme, ainsi qu'à la nécessité de recourir à des solutions axées sur les droits de l'homme dans les politiques et programmes liés à la mortalité maternelle.

2. African Aid Organization

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

L'organisation a pour mission de fournir des services d'éducation, de nutrition, d'appui ainsi que des soins aux enfants infectés ou affectés par le VIH/sida et à leurs proches en Afrique subsaharienne.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectif de renforcer la volonté et les moyens des jeunes d'éviter ou de réduire les comportements qui leur font courir le risque d'infection au VIH/sida et à d'autres maladies sexuellement transmissibles. Elle sensibilise par le biais d'un ensemble d'ateliers de présentation théâtrale, de sessions d'information, de films éducatifs et documentaires et d'interventions d'élèves ainsi par des clubs de lutte contre le VIH/sida mis en place dans les établissements scolaires au Burkina Faso et au Cameroun. En outre, pour sensibiliser au VIH/sida, l'organisation offre les moyens de limiter les effets de l'extrême pauvreté, qui sévit surtout lorsque les ressources des ménages ne sont pas suffisantes pour satisfaire les besoins essentiels d'une vie digne. L'organisation s'emploie également à empêcher les jeunes filles de s'engager dans le commerce du sexe en tant que stratégie de survie. Elle intervient activement pour sensibiliser les enfants aux stratégies de changement de comportement, afin de les aider à comprendre qu'ils peuvent faire partie de la solution.

Changements à signaler

Durant la période considérée dans le rapport, l'organisation a changé son nom, qui est passé de African Child Care Association à African Aid Organization.

Contribution à des activités des Nations Unies

Durant la période considérée dans le rapport, l'organisation a mis en œuvre avec succès des programmes sur le changement de comportement (qu'elle considère comme le plus important voire l'unique moyen de prévention) et l'éducation, et a fourni une aide sous forme de programmes de réduction de la pauvreté, de conseils nutritionnels et d'aide alimentaire aux familles les plus démunies, en particulier les groupes vulnérables de jeunes femmes célibataires. Elle recalibre toujours ses programmes afin de maintenir leur efficacité. Sa population cible est celle des enfants jusqu'à l'âge de 24 ans et leurs proches. Concernant le soutien, l'organisation a élaboré des méthodes facilement compréhensibles pour répondre aux besoins les plus cruciaux des femmes, pour que celles-ci puissent exploiter leur potentiel en vue d'aider les collectivités à sortir de l'extrême pauvreté, en leur fournissant des outils, des stratégies et des ressources leur permettant d'accroître et d'épargner leurs revenus. Afin d'atteindre davantage de personnes dans les collectivités, l'organisation a conçu et mis en place dans les écoles des clubs de lutte contre le VIH/sida, au sein desquels elle conseille les garçons et les filles au sujet du VIH/sida et leur fournit des outils pour se protéger. Ils rejoignent ensuite leurs collectivités respectives et sensibilisent d'autres personnes aux faits concernant le VIH/sida, afin de contribuer à surmonter les causes de l'intolérance, des stigmates et de la discrimination.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation n'a pas pris part aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires, dans la mesure où elle concentre ses activités sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes pour prévenir le VIH/sida, réduire la pauvreté et renforcer la sensibilisation aux enjeux sociaux, ainsi que sur l'amélioration de ses connaissances sur la question, en

collaborant essentiellement avec les organisations locales au Burkina Faso, au Cameroun et en Ouganda.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation n'a pas participé à des projets en collaboration avec les organismes ou des institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain ou au Siège. Toutefois, suite à l'ouverture d'un bureau en novembre 2011 à New York, ses représentants seront disposés à participer au Siège à des projets avec les organismes ou institutions spécialisées des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Durant la période considérée dans le rapport, l'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement au Burkina Faso, au Cameroun et en Ouganda en :

- Dispensant des conseils en matière de nutrition et en fournissant la nourriture à 1 317 enfants et familles pauvres
- Luttant contre le VIH/sida et l'extrême pauvreté grâce à ses programmes et initiatives
- Reliant les femmes enceintes et celles qui allaitent aux soins dont elles ont besoin

En outre, chaque année, l'organisation observe la Journée mondiale du SIDA le 1^{er} décembre. Sa plus grande cérémonie de la Journée mondiale du SIDA s'est tenue en septembre 2009 à l'hôpital régional de Mbalmayo au Cameroun. Plusieurs centaines de personnes ont pris part à l'événement, y compris une délégation chinoise d'un centre de santé chinois local.

Renseignements complémentaires

Depuis sa création, l'organisation a été guidée par un attachement fondamental aux droits de l'homme et à l'atténuation des souffrances humaines. Par le biais de ses programmes, l'organisation s'emploie à atteindre l'objectif d'accès par tous à des services de prévention, de traitement et de prise en charge. Elle lutte aussi contre l'extrême pauvreté et la discrimination en Afrique subsaharienne.

3. Agency for Cooperation and Research in Development

Statut consultatif spécial, 2008

Contribution à des activités des Nations Unies

Durant la période considérée dans le rapport, l'organisation poursuit des objectifs de développement axé sur les droits et la justice sociale en Afrique, en collaborant avec des collectivités dans les domaines du renforcement des moyens de subsistance et de la souveraineté alimentaire, de la lutte contre le VIH/sida, de la consolidation de la paix et des droits des femmes. Elle a aussi mené des travaux de recherche, des

campagnes et des activités de sensibilisation connexes aux niveaux panafricain et international.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Durant la période considérée dans le rapport, l'organisation a participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en 2011. Elle a organisé, le 24 février 2011, une manifestation parallèle sur la protection et la restitution des droits des survivants de la violence sexuelle et sexiste et diffusé un rapport de recherche sur la région des Grands Lacs.

L'organisation a également participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en mars 2010.

Elle a été invitée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à une concertation sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue à Accra en novembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a collaboré avec l'Organisation des Nations pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans plusieurs pays africains, en vue de :

- Renforcer les moyens de subsistance des ménages vulnérables touchés par les crises alimentaires et pastorales, en aidant 4 000 bénéficiaires dans les régions d'Hadjer Lamis et de Guera au Tchad, en 2011
- Soutenir 5 200 ménages vulnérables dans les régions occidentale et centrale du Sahel au Tchad, en 2011, en les aidant à cultiver les légumes
- Mettre en œuvre un projet de santé animale dans la région de Gambella en Éthiopie, en 2008
- Soutenir la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations vulnérables revenant dans leurs foyers dans cinq villages de l'État de Kassala au Soudan, en 2008
- Appuyer la formation des agents des services communautaires de santé animale au Soudan en 2008
- Distribuer un assortiment de semences de légumes à 7 900 ménages au Soudan en 2008

L'organisation a coopéré avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en vue de :

- Réaliser une étude sur les associations de femmes au Burundi en 2009
- Mettre en œuvre un projet visant à fournir des services de lutte contre le VIH/sida aux chauffeurs de camions et aux travailleuses du sexe à Kassala, Port Soudan et Khartoum au Soudan, en 2008 et en 2009
- Mettre en œuvre des projets visant à améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des populations de la communauté des collines de la Mer Rouge au Soudan, en 2009 et en 2011

- Soutenir le dialogue et la réconciliation entre des collectivités au Kenya au lendemain des violences liées aux élections, en 2010 et 2011

Elle a coopéré avec l'UNESCO en vue de mettre en place un atelier sur la prévention des conflits et un réseau de consolidation de la paix pour la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique au Burundi en 2010.

L'organisation a coopéré avec le FNUAP en vue de dispenser des services de formation professionnelle à des jeunes gens au Burundi en 2008 et 2009, et de fournir des informations sur la santé génésique et la prévention du VIH/sida à des jeunes gens dans les écoles au Soudan en 2011.

Elle a coopéré avec le HCR en vue de :

- Fournir de l'aide aux réfugiés de Côte d'Ivoire, du Liberia et d'autres pays qui vivent en Guinée, en 2009-2011
- Fournir aux petites entreprises de l'aide, des services de vulgarisation et la formation et organiser des séminaires à leur intention au titre d'un programme local d'établissements humains en Guinée, en 2008
- Mettre en œuvre un projet de protection et d'aide pour les réfugiés et les demandeurs d'asile dans les régions orientales du Soudan, en 2010 et en 2011
- Réaliser des activités visant à améliorer le quotidien des réfugiés installés dans des camps dans les régions orientales du Soudan, en 2008 et en 2009

L'organisation a coopéré avec l'UNICEF en vue de :

- Diffuser les pratiques exemplaires sur l'hygiène et l'assainissement communautaires au Tchad, en 2011
- Promouvoir la sensibilisation à l'allaitement au sein et au régime alimentaire des nourrissons dans le Hodh El Gharbi en Mauritanie, en 2010 et 2011
- Fournir un soutien psychosocial à des enfants touchés par la guerre dans l'État de Kassala au Soudan, en 2009
- Promouvoir les pratiques d'assainissement et d'hygiène dans les collectivités qui se réinstallent à Gulu en Ouganda, en 2009
- Mettre en œuvre un projet d'intervention d'urgence contre l'hépatite E en Ouganda, en 2008 et en 2009
- Renforcer l'utilisation de moustiquaires imprégnées d'insecticides de longue durée et les traitements par réhydratation orale à Gulu en 2008

L'organisation a coopéré avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et ONU-Femmes en vue de :

- Mettre en œuvre un projet de lutte contre l'inégalité des sexes et l'exclusion des femmes à Mushi en République démocratique du Congo, en 2010 et en 2011
- Réaliser l'autonomisation durable des femmes du Soudan du Sud dans le cadre du processus démocratique lors des élections de 2010

- Contribuer à promouvoir le rôle des femmes dans la consolidation de la paix grâce à leur autonomisation socioéconomique dans la province de Bujumbura Mairie au Burundi, en 2008

Elle a coopéré avec le Programme alimentaire mondial pour mener des actions de vulgarisation agricole, évaluer l'utilisation des sols et les rendements des cultures et suivre la distribution dans les camps des réfugiés à Adjumani et Moyo en Ouganda, en 2008.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation ont contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 1, 3 et 6, grâce à :

- Son appui aux petits exploitants agricoles et pasteurs, en particulier les femmes, pour leur permettre d'améliorer leur production agricole et leur revenu et participer à l'élaboration des politiques
- Son programme intitulé « Hidden war crimes: stopping impunity on sexual- and gender-based violence in the Great Lakes region » mis en œuvre de 2009 à 2011 et financé par le Gouvernement des Pays-Bas
- Ses activités visant à mettre fin aux stigmates et à la discrimination liés au VIH/sida et à sensibiliser aux politiques de lutte contre le VIH/sida sur le lieu de travail et les mettre en œuvre

Renseignements complémentaires

En 2011, l'organisation a publié, conjointement avec le PNUD au Kenya et le Comité national kényan pilote sur la consolidation de la paix et la gestion des conflits, un manuel intitulé, « Community peace recovery and reconciliation: a handbook for generating leadership for sustainable peace and recovery among divided communities ».

4. Al-Haq

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

Al-Haq est une organisation non gouvernementale des droits de l'homme palestinienne indépendante basée à Ramallah (Cisjordanie). Elle a été créée en 1979 afin de protéger et promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit dans les territoires palestiniens occupés.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation préconise au plan national et international la promotion de l'état de droit et le respect des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, par le biais de la recherche juridique, de la documentation et du renforcement des capacités, pour faire face aux violations des droits individuels et collectifs des Palestiniens aux termes du droit international, quelle que soit l'identité de l'auteur des violations.

Changements à signaler

Pas de changement.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué à l'élaboration du programme de développement des Nations Unies en favorisant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous les Palestiniens des territoires palestiniens occupés. Elle s'intéresse aussi aux questions des personnes protégées dans les conflits armés et de responsabilité en cas de violations du droit international. À cette fin, elle a recours aux normes et instruments du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Les principales activités de l'organisation sont axées sur les domaines suivants :

- a) La promotion au plan national et international des lois et des politiques qui respectent le droit international et s'y conforment;
- b) La mise en œuvre de la responsabilité des auteurs de violation et de la justice pour les victimes des violations dans les territoires palestiniens occupés du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit humanitaire;
- c) Le développement de l'action de l'organisation en tant qu'un centre du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les Nations Unies demeurent une importante enceinte pour la défense au plan international de l'organisation dont les activités menées de longue date dans les territoires palestiniens occupés et les solides analyses juridiques constituent des atouts majeurs pour le plaidoyer en faveur de la cessation de l'occupation et du respect des droits fondamentaux du peuple palestinien. La présence de l'organisation aux Nations Unies est d'autant plus importante qu'elle représente l'une des rares voix, et parfois l'unique voix de la société civile palestinienne.

Quelques exemples de réunions et d'activités de coopération de l'organisation avec les organismes des Nations Unies sont présentés ci-après.

En 2008, l'organisation a participé aux septième et huitième sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme, au cours desquelles elle a fait des déclarations orales et écrites.

En 2009, l'organisation a participé à la neuvième session spéciale du Conseil des droits de l'homme, au cours de laquelle le Conseil a adopté une résolution demandant la mise en place d'une mission d'établissement des faits.

En 2010, l'organisation a participé aux treizième, quatorzième et quinzième sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève. À cette occasion, elle a fait des déclarations orales et écrites, en particulier sur les violations par Israël de la liberté religieuse et de la liberté de mouvement à la treizième session, et sur les transferts forcés à la quatorzième session.

En 2011, l'organisation a participé aux seizième, dix-septième et dix-huitième sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève, au cours desquelles elle a fait des déclarations orales et écrites.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En préparant les observations écrites pour l'examen périodique universel d'Israël, en décembre 2008, l'organisation a coordonné une coalition d'ONG palestiniennes. En mai 2009, elle a participé au Comité contre la torture, qui a notamment examiné le respect par Israël de la Convention contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants.

En juillet 2009, l'organisation a présenté au Comité des droits de l'homme son rapport officiel sur les violations et la non-application par Israël du Pacte international sur les droits civils et politiques. En juillet 2010, elle a présenté au Comité des droits de l'homme deux rapports officiels faisant état de graves préoccupations au sujet des violations du Pacte dans les territoires palestiniens occupés. Ces rapports étaient étayés par des preuves, des informations factuelles et une analyse juridique.

En novembre 2010, l'organisation a présenté au Comité des droits économiques, sociaux et culturels un rapport officiel faisant état du non-respect par Israël des obligations lui incombant en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dans les territoires palestiniens occupés.

En novembre 2011, elle a présenté au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale deux rapports officiels mettant en évidence le non-respect par Israël des droits fondamentaux inscrits dans le Pacte.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Notre travail de documentation et de mobilisation va de pair avec la mise en œuvre de certains des objectifs du Millénaire pour le développement en rapport avec les territoires palestiniens occupés (par exemple, réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, préserver l'environnement)

5. Bharat Sevashram Sangha

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Bharat Sevashram Sangha est une confrérie spirituelle de moines et de travailleurs désintéressés qui se consacre au service de l'humanité. Elle a été fondée en 1917 par Acharya Srimat Swami Pranavanandaji Maharaj. C'est une organisation philanthropique et charitable qui a une optique et un caractère non sectaires, non communaux et apolitiques.

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs de l'organisation consistent à :

- Aider les personnes en détresse, soigner les malades, nourrir les affamés et vêtir les personnes nues
- Apporter les secours nécessaires aux personnes touchées par les inondations, la famine ou d'autres catastrophes en Inde
- Mettre en place des *Sevashram* (centres de services) dans différentes parties du pays et maintenir, administrer et aider des institutions éducatives et médicales gratuites et d'autres associations caritatives, pour contribuer à étendre l'éducation et fournir de l'aide aux démunis
- Améliorer la condition sociale et matérielle des populations en encourageant l'industrie à domicile, indépendamment de la caste et de la croyance
- Créer, aider, prêcher, propager et promouvoir l'héritage spirituel, culturel et ancien de l'Inde
- Promouvoir la sympathie, la tolérance, la bonne volonté et l'unité entre les fidèles des différentes fois, afin de développer un sens élevé de bonne volonté religieuse et sociale et de coexistence pacifique
- Promouvoir les installations éducatives dans le pays, en particulier au profit des personnes qui ont des besoins spéciaux, les parias et les classes défavorisées

Changements à signaler

L'organisation continue d'étendre ses activités dans toutes les régions, en s'efforçant ainsi d'atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement.

Contribution à des activités des Nations Unies

La contribution de l'organisation aux travaux des Nations Unies se manifeste par son représentant aux Nations Unies, qui collabore avec d'autres confessions et se rend dans divers pays pour régler les conflits. Parrainé par d'autres ONG, le représentant de l'organisation s'est rendu en Israël, au Liban, en République de Corée et en République arabe syrienne pour apporter la paix à ces régions. Le représentant a participé à des réunions de bonne volonté en Australie, au Japon et en Malaisie.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le représentant de l'organisation figure sur la liste de diffusion de divers départements des Nations Unies. Il a assidûment participé à diverses réunions des Nations Unies tenues au siège et continuera de le faire.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le représentant de l'organisation est le Vice-président du Comité sur la spiritualité, sur les valeurs et les problèmes mondiaux, un comité de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies. Ce comité vise à faire en sorte que les départements des Nations

Unies et les États membres instituent la spiritualité en tant que facteur de résolution des conflits.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation collabore avec les autochtones de Fiji, Guyana, Inde et Népal. Elle a renforcé son unité médicale mobile afin d'atteindre les villages les plus reculés et a inclus davantage d'écoles et d'hôpitaux dans ses différents centres. Elle a créé un autre institut de formation industrielle et mettra en place des instituts similaires dans ses autres centres.

Renseignements complémentaires

L'organisation envisage de renforcer sa collaboration avec tous les départements des Nations Unies et de collaborer avec les administrations locales conjointement avec les organismes des Nations Unies au plan local.

6. Black Sea Civil Society Solidarity Association

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Composée de 23 ONG, l'organisation est l'une des confédérations d'ONG les plus vastes et les plus actives de Turquie.

Buts et objectifs de l'organisation

Le principal objectif de l'organisation est d'améliorer la qualité de vie de ses membres dans toute la région de la Mer Noire de Turquie, en améliorant la situation de ses membres en matière d'environnement, de subsistance, de droits de l'homme et au plan professionnel.

L'organisation se sent armée pour accomplir sa mission du fait de son statut consultatif auprès du Conseil, ce qui lui permet de participer aux diverses réunions tenues aux Nations Unies et d'apprendre d'autres ONG à travers le monde.

Changements à signaler

L'organisation se sent bien informée sur les voies et moyens d'améliorer la qualité de vie de ses membres, grâce à des contacts avec d'autres ONG à travers le monde et des échanges d'idées avec elles.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a participé à de nombreuses réunions et conférences ouvertes aux ONG et a présenté et échangé ses données d'expérience en tant qu'une confédération d'ONG. La plupart des opinions exprimées aux réunions ont été bien accueillies par les participants qui ont demandé davantage d'informations.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Un représentant de l'organisation a pris part à plusieurs conférences à participation ouverte, a rencontré d'autres ONG et échangé des vues sur les droits des femmes, le vieillissement et les droits des personnes handicapées. Il a également échangé des vues avec une autre ONG qui a un statut consultatif auprès du Conseil (Global Action on Aging) sur les droits et la situation des personnes âgées en Turquie. L'interview vidéo sera montrée à toutes les ONG membres de l'organisation en Turquie et pourrait servir pour une publicité télévisée de Global Action on Aging.

Renseignements complémentaires

En raison des avantages et du savoir qu'elle a acquis grâce à ses activités avec les Nations Unies, l'organisation a décidé d'encourager d'autres grandes ONG de Turquie à demander le statut consultatif auprès du Conseil.

7. Center for Egyptian Women's Legal Assistance Foundation**Statut consultatif spécial, 2008****Contribution à des activités des Nations Unies**

Durant la période considérée dans le rapport, la contribution de Center for Egyptian Women's Legal Assistance Foundation aux travaux des Nations Unies a consisté à :

- Soumettre un rapport officiel sur la violence à l'égard des femmes et la réforme des articles discriminatoires du droit de la famille au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à sa quarante-cinquième session, tenue à Genève du 18 janvier au 5 février 2010
- Contribuer à la préparation et la présentation d'un rapport officiel collectif d'une coalition égyptienne sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, portant sur l'inceste et le divorce dans la Chrétienté
- Présenter un exposé au cours de la session du Comité citée plus haut, au nom de 18 ONG participant provenant d'Égypte, lors d'une réunion informelle avec les membres du Comité
- Intervenir auprès des décideurs au niveau national en faveur de la mise en œuvre des recommandations du Comité
- Participer à un programme intitulé « Du niveau mondial au niveau local », organisé par l'ONG Comité d'action internationale pour la promotion de la femme Asie Pacifique, tenu à Genève en janvier 2010, en s'attachant en particulier à préparer des déclarations orales, organiser des déjeuners de travail, intervenir auprès des différents membres du Comité et formuler des recommandations concernant les observations finales

L'organisation a été choisie pour être la coordinatrice pour le Moyen-Orient d'un mouvement mondial pour l'égalité et la justice dans les familles musulmanes, composé d'ONG, d'activistes, d'universitaires, de spécialistes, de décideurs et d'hommes et de femmes qui œuvrent pour l'égalité et la justice dans les familles musulmanes, conformément aux principes d'égalité et de droits tels qu'ils sont

stipulés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York en mars 2009. La session avait pour thème, « Le partage dans des conditions d'égalité, des responsabilités entre les femmes et les hommes, en particulier des soins dispensés dans le contexte du VIH/sida ». Un membre de l'organisation a été nommé au comité de rédaction de la déclaration du Caucus des femmes africaines. Le membre de l'organisation était aussi l'animateur de la session du Caucus, chargé d'examiner le projet de déclaration et de faire pression. Le membre de l'organisation a conçu et favorisé une campagne internationale sur les médicaments abordables du SIDA et a exercé de lourdes pressions jusqu'à ce qu'elle soit adoptée par le Caucus sur le SIDA.

L'organisation a participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 1^{er} au 12 mars 2010, sur l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

En tant que membre fondateur de Arab Women's Network « Roa'a », l'organisation a participé à la rédaction d'un rapport officiel sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing à Bahreïn, en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban, en Palestine, en Arabie Saoudite et en République arabe syrienne.

En février 2010, l'organisation a participé à l'examen périodique universel de l'Égypte, qui s'inscrivait dans le cadre de la septième session du Conseil des droits de l'homme, pour lequel elle a participé à la rédaction et la présentation d'un rapport officiel portant essentiellement sur la violence à l'égard des femmes en Égypte, le harcèlement sexuel des femmes, les droits des enfants, le travail des enfants et l'éducation.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En mars 2009, l'organisation a présenté au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme un projet de proposition intitulé « For an Egyptian family law, for more justice for Muslim and Christian women ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a exécuté un projet intitulé « Reproductive health for women » qui a sensibilisé grâce à des séminaires publics sur des questions liées à la santé maternelle, telles que les tests prémaritaux, les problèmes sexuels les plus courants et les maladies sexuellement transmissibles, les stades de la grossesse et l'accouchement, accouchement à risque à domicile et infections causées par la grossesse.

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a dispensé des cours d'alphabétisation à 394 personnes et des services d'éducation à 265 personnes pour leur permettre de poursuivre leurs études.

Elle a aussi mené des campagnes de sensibilisation comprenant des sessions de formation, des séminaires et des tables rondes avec les décideurs et visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

L'organisation s'emploie résolument à promouvoir les questions concernant les femmes dans le cadre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, des conventions sur les droits de l'homme, et les responsabilités constitutionnelles de l'Égypte. Les questions comprennent la violence à l'égard des femmes, les questions intéressant les femmes et la voie vers la démocratie, la réforme politique et le droit concernant la situation personnelle.

8. Children International

Statut consultatif spécial, 2008

Introduction

Children International est une organisation humanitaire non gouvernementale qui se consacre essentiellement à la santé et à l'éducation des enfants et des jeunes. Elle intervient dans les pays suivants : Chili, Colombie, République dominicaine, Équateur, Guatemala, Honduras, Inde, Mexique, Philippines, États-Unis d'Amérique et Zambie.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mission d'apporter un changement réel et durable dans la vie des enfants vivant dans la pauvreté. En partenariat avec d'autres contributeurs, elle réduit leurs difficultés quotidiennes, investit dans leurs moyens potentiels et leur donne la possibilité de devenir des femmes et des hommes bien portants, instruits et préparés pour réussir et contribuer à la société.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités de l'organisation appuient les objectifs du Millénaire pour le développement. Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a fourni des services de conseil sur les questions des jeunes et la sensibilisation des médias dans le cadre de plusieurs campagnes des Nations Unies. Elle a participé à l'initiative « Debout et agissez contre la pauvreté » de 2008 à 2010, par le biais de communiqués de presse et de messages des médias sociaux aux États-Unis et dans d'autres pays. Elle a aussi participé avec Friendship Ambassadors Foundation à des activités pour la Journée internationale de la jeunesse en 2008 et 2009, en envoyant 11 jeunes de 11 pays pour prendre la parole lors de ces événements. En 2010 et 2011, en raison de la crise économique mondiale, Children International n'a pas été financièrement en mesure de participer.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aux Philippines, Children International entretient des relations solides et permanentes avec le bureau multipays de l'UNESCO, avec lequel il fournit en partenariat des soins psychologiques aux enfants des zones touchées par les typhons ou autres catastrophes. En juillet 2011, un représentant de l'organisation a participé aux préparatifs de la Réunion de haut niveau sur la jeunesse, tenue au siège. En mars 2011, le représentant a participé à la manifestation organisée par l'UNESCO pour le lancement de son « Rapport mondial 2011 de suivi sur l'éducation pour tous ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a le statut consultatif spécial auprès des Nations Unies concernant les questions des jeunes. Chaque année, elle appuie et observe la Journée mondiale de l'enfance et la Journée internationale de la jeunesse. L'organisation contacte constamment les bureaux de l'UNICEF dans les 11 pays où elle intervient sans beaucoup de la part de ces bureaux. Elle coopère avec les Nations Unies sur les questions des jeunes. En octobre 2011, United Nations Federal Credit Union a choisi Children International en tant qu'organisation caritative bénéficiaire de la campagne annuelle de sensibilisation des employés.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation intègrent et appuient tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Chaque année, dans le cadre de ses programmes des jeunes, l'organisation exécute des activités de reboisement en République dominicaine, d'assainissement de l'environnement à Guadalajara (Mexique) ainsi que des programmes de microcrédit au Guatemala au profit des petits référents processus métier. L'organisation a recours aux médias sociaux pour diffuser des nouvelles en commémoration de la Journée internationale de la jeunesse, de la Journée universelle de l'enfance et de la Journée mondiale de la lutte contre le sida, ainsi que de l'initiative « Debout et agissez contre la pauvreté ».

Renseignements complémentaires

Durant la période considérée dans le rapport, l'organisation a appuyé les objectifs du Millénaire pour le développement en consacrant quatre pages de son site web à la Journée internationale de la jeunesse et en publiant 15 communiqués de presse multimédia, 20 articles de magazine et trois « youth report cards » annuels. En 2008, avec le concours de l'organisation, quatre jeunes ont participé à New York aux activités de la Journée internationale de la jeunesse. Deux d'entre eux ont remporté des prix Youth Achievement Awards pour leurs travaux dans le domaine de l'environnement. En 2009, 11 jeunes, dont un provenant de chacun des pays dans lesquels l'organisation intervient, ont participé à la manifestation consacrée à la Journée internationale de la jeunesse au siège. L'un d'entre eux a remporté le prix Outstanding Youth Achievement Award pour la mise en œuvre d'un programme de microcrédit au Guatemala. Un jeune du Honduras a pris la parole à la séance plénière de cette manifestation. Trois autres jeunes ont dirigé un atelier sur des projets de développement communautaire à la même occasion.

9. Endeavour Forum

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

Endeavour Forum est une ONG de femmes favorable à la famille basée en Australie et qui entretient des liens avec des groupes similaires à l'étranger.

Buts et objectifs de l'organisation

Endeavour Forum vise à améliorer la condition de la femme, en particulier dans les rôles uniquement féminins, tels que la grossesse, l'accouchement et l'allaitement au sein.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation participe régulièrement aux réunions de la Commission de la condition de la femme à New York et organise des manifestations officielles des ONG.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Durant la période considérée dans le rapport, l'organisation a participé à chaque session de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec les Nations Unies sur les questions intéressant la santé de la femme et les droits de l'homme et les droits et le bien-être des enfants, par le biais de l'UNICEF.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La principale initiative de l'organisation a été prise à la soixante-troisième conférence du Département de l'information des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, tenue en 2010 à Melbourne (Australie), à laquelle elle avait un stand, avait parrainé plusieurs délégués des jeunes et organisé une manifestation officielle.

Renseignements complémentaires

Endeavour Forum est préoccupée par la progression de la traite et de l'exploitation sexuelle et l'augmentation des maladies sexuellement transmissibles et s'emploie à réduire la pauvreté des femmes, qui favorise ces fléaux.

10. Global Foundation for Democracy and Development

Statut consultatif spécial, 2004

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation est déterminée à promouvoir et à faire progresser les principaux dossiers du programme d'action des Nations Unies.

En 2008, elle a lancé le « Dictionnaire encyclopédique dominicain de l'environnement » en ligne, qui a été converti en publication imprimée en 2011.

D'autres activités liées à l'environnement comprennent des sessions de formation sur la protection de la biodiversité à l'intention de plus de 100 fonctionnaires judiciaires de la République dominicaine, de Haïti et de la Jamaïque en 2008 et 2009, en association avec l'Environmental Law Institute et les Nations Unies; des sessions de formation à l'intention des agents de la fonction publique sur les paiements des services écologiques en 2009 et 2010, en partenariat avec l'Organisation des États américains; et une réunion nationale sur les mammifères marins en 2009.

En 2011, elle a organisé le tout premier « Festival du film de la République dominicaine sur l'environnement »

L'organisation a collaboré avec l'Association des Nations Unies de la République dominicaine à la coordination des modèles de simulations pédagogiques de Conférence annuelle des Nations Unies Simul'ONU mondiale en République dominicaine, en Haïti, aux États-Unis et en France.

Depuis 2005, elle organise et accueille Virtual Educa Caribe, une initiative qui réunit des spécialistes de l'éducation, des technologies et du développement professionnel des secteurs public, privé et à but non lucratif.

En 2009, l'organisation a ouvert la bibliothèque Juan Bosch, donnant à tous l'accès à des livres, des revues universitaires, des rapports des Nations Unies et du matériel multimédia.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la dix-neuvième session de la Commission du développement durable, tenue à New York du 2 au 13 mai 2011, au cours de laquelle elle a organisé une manifestation parallèle sur le thème « Perspectives mondiales sur l'exploitation de l'or : évaluation du potentiel et contraintes ».

Elle a également participé à la quarante-quatrième session de la Commission de la population et du développement, tenue du 11 au 15 avril 2011, au cours de laquelle elle a organisé une manifestation parallèle sur le thème « Prise en compte de la santé mentale dans les paradigmes de la santé publique : une vue d'ensemble des avancées et des défis ».

Lors de la deuxième conférence du FNUAP sur la dynamique de la population et les changements climatiques, tenue à Mexico du 13 au 15 octobre 2010, l'organisation a appelé l'attention sur les enjeux de la population et du changement climatique en République dominicaine et sur les mesures engagées pour leur faire face.

Au cours du débat thématique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, tenu en marge du débat de haut niveau de 2010 du Conseil, du 28 juin au 2 juillet 2010, elle a organisé une manifestation parallèle sur le thème « Autonomisation des jeunes femmes par le biais des jeunes déléguées au programme des Nations Unies ».

Lors de la dix-huitième session de la Commission du développement durable, tenue à New York du 3 au 14 mai 2010, elle a organisé une manifestation parallèle sur le thème « Une approche multidimensionnelle du développement durable et les

objectifs du Millénaire pour le développement : le réseau du métro de Santo Domingo en tant que modèle de transport durable de masse ».

Au cours de la Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Genève les 6 et 7 avril 2009, l'organisation a présenté un rapport intitulé « Struggling with commodity price swings as a challenge to the achievement of the Millenium Development Goals ».

Lors de la soixante et unième Conférence du Département de l'information des Nations Unies et des organisations non gouvernementales, tenue du 3 au 5 septembre 2008, elle a organisé un groupe d'experts pour examiner les propositions élaborées par les jeunes dominicains et haïtiens concernant les stratégies de renforcement du respect de la dignité humaine sur l'île Hispaniola.

L'organisation a participé à la Foire de l'innovation du Conseil, du 30 juin au 3 juillet 2008.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Du 17 au 20 juillet 2011, l'organisation a tenu une conférence universitaire de trois jours sur le thème « La présence de l'Afrique dans les Caraïbes, aux Antilles et aux États-Unis », en partenariat avec la Commission nationale dominicaine pour l'UNESCO.

Le 11 août 2010, en partenariat avec le FNUAP, l'organisation a coordonné le forum intitulé « Population dynamics and climate change: linkages and policy implications ».

Du 25 au 27 août 2008 et du 21 au 23 avril 2009, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'organisation a offert une formation sur la biodiversité à l'intention des juges.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En plus des activités de recherche pertinentes, l'organisation coordonne des programmes spécifiques qui contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 3, 7 et 8.

Les initiatives de l'organisation bénéficient chaque année à des centaines de femmes. Grâce à la participation à l'initiative Simul'ONU mondiale, des centaines de jeunes femmes de la République dominicaine et d'autres pays ont la possibilité de s'informer sur les affaires du monde et les activités du système des Nations Unies.

Par le biais de ses conférences, publications et initiatives de perfectionnement professionnel et de sensibilisation, l'organisation s'emploie à promouvoir la gestion environnementale responsable.

En partenariat avec des institutions internationales, l'organisation favorise l'échange des connaissances et des pratiques optimales. Elle établit des partenariats pour le développement par le biais de Global Media Arts Institute, du Festival mondial du film de la République dominicaine et du Festival du film de la République

dominicaine sur l'environnement. Ces initiatives jouent un rôle catalyseur pour l'expansion de l'industrie cinématographique en République dominicaine.

11. GOI Peace Foundation

Statut consultatif spécial, 2004

Changements à signaler

En avril 2010, la GOI Peace Foundation a été reconnue par le Gouvernement du Japon en tant que fondation d'intérêt public constituée en société, admise à bénéficier des contributions déductibles d'impôts.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pour faire face aux problèmes sociaux, économiques, culturels et environnementaux de l'époque actuelle, l'organisation met avant tout l'accent sur la sensibilisation et l'éducation pour la paix et le développement durable, le renforcement des collectivités au plan local et mondial et l'autonomisation des citoyens, en particulier les jeunes gens.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a été représentée aux quarante-septième, quarante-huitième et quarante-neuvième sessions de la Commission du développement social, tenues à New York en 2009, 2010 et 2011, respectivement.

Le Président de l'organisation a fait une déclaration orale au Forum des partenaires de l'UNESCO, tenu à Paris le 5 octobre 2009, sur le thème « Partenariats en mouvement ».

Le 1^{er} avril 2010, un représentant de l'organisation a fait un exposé oral à la cent quatre-vingt-quatrième session du Comité des organisations non gouvernementales internationales du Conseil d'administration de l'UNESCO, sur le thème « Activités des ONG et exemples concrets de coopération avec l'UNESCO ».

L'organisation a présenté une déclaration écrite intitulée « Earth kids space : un programme novateur pour une éducation de qualité » aux fins de l'examen ministériel annuel, dans le cadre du débat de haut niveau de 2011 du Conseil, tenu à Genève du 4 au 29 juillet 2011 (voir E/2011/NGO/69).

Des représentants de l'organisation ont participé, en qualité d'observateurs, au sixième Forum de l'UNESCO sur la Jeunesse, qui a eu lieu du 1^{er} au 3 octobre 2009; à la trente-cinquième session de la Conférence générale de l'UNESCO, qui s'est tenue du 6 au 23 octobre 2009; et à la trente-sixième session de la Conférence générale de l'UNESCO, qui s'est tenue du 25 octobre au 10 novembre 2011.

L'organisation a été représentée au deuxième Forum asiatique des jeunes de l'UNESCO, qui a eu lieu à Gwangju (République de Corée), du 26 au 30 juin 2008 et à plusieurs réunions à Tokyo, notamment au séminaire public conjoint du Forum de consolidation de la paix de l'Organisation internationale du Travail (OIT), sur le thème « Making peace through decent work », qui a eu lieu le 28 janvier 2008; une réunion de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, tenue le 27 mars 2008; la conférence internationale de l'UNESCO/Université des Nations

Unies sur le thème « Africa and globalization: learning from the past, enabling a better future », tenue les 28 et 29 septembre 2009; et le séminaire interactif de l'Université des Nations Unies sur le thème « Introducing sustainability science », qui a eu lieu le 14 novembre 2011.

Un représentant de l'organisation a participé à des sessions publiques de formation et de recherche de l'Université des Nations Unies, qui ont eu lieu à Hiroshima (Japon), le 6 avril, le 13 mai et le 6 juillet 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec l'UNESCO en tant que partenaire officiel du septième Forum des jeunes de l'UNESCO, qui a eu lieu à Paris du 17 au 20 octobre 2011. Au cours de ce forum, il a organisé divers programmes et apporté une contribution financière pour appuyer l'organisation de la manifestation et la participation des jeunes des pays les moins avancés et des groupes défavorisés.

Durant la période considérée dans le rapport, elle a organisé conjointement avec l'UNESCO le Concours international annuel de dissertation pour la jeunesse pour autonomiser les jeunes du monde et promouvoir une culture de paix et de développement durable.

Elle a aussi organisé le 14 septembre 2009 à Genève une manifestation pour commémorer le 90^e anniversaire de l'OIT et mettre en évidence les objectifs du Millénaire pour le développement, en vue de promouvoir les possibilités pour toutes les populations d'obtenir un travail décent et productif.

En décembre 2010, le programme d'éducation de l'organisation, intitulé « Earth kids space », a été reconnu en tant qu'activité officielle de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation et ses membres ont participé à l'initiative « Debout et agissez contre la pauvreté », ainsi qu'à des manifestations pour marquer la Journée internationale de la paix et promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement.

Par le biais de son programme « Earth kids space », l'organisation a fourni des services d'éducation en matière de développement durable dans 34 centres au Japon et dans le monde entier.

Chaque année, au cours de la période considérée dans le rapport, elle a organisé à Tokyo un forum de la paix pour favoriser la consolidation de la paix et le développement durable par des moyens comme la philanthropie, les nouvelles sciences, le développement humain, le renforcement des collectivités et l'entrepreneuriat social.

Elle a aussi tenu des conférences publiques sur les valeurs pour le vingt et unième siècle, à l'occasion desquelles 16 manifestations ont eu lieu au Japon au cours de la période considérée dans le rapport. Dans le cadre de ces conférences, des experts avant-gardistes dans divers domaines ont échangé des vues sur le nouveau savoir et la sagesse dont il faut faire preuve pour mettre en place un monde viable.

Elle a aussi organisé une série de conférences données par des ambassadeurs sur le thème « Cultural diversity in a globalized world » à la Gunma Prefectural Women's University, Japon.

En 2010 et en 2011, elle a organisé les dialogues bimensuels sur le thème « Living in a new civilization », pour promouvoir des collectivités au mode de vie durable.

Du 18 au 24 février 2008, l'organisation a participé à Tokyo à un symposium et un programme d'échanges d'éducateurs asiatiques, sur le thème « Creating a culture of peace through education ».

Elle a organisé à l'intention des jeunes un camp d'été pour les sensibiliser aux questions environnementales et écologiques, du 23 au 25 juillet 2011 à Nagano au Japon.

Elle a organisé trois publications d'articles par les principales organisations de la société civile, des visionnaires, des chefs d'entreprise et des entrepreneurs sociaux, dans lesquels ils ont examiné l'innovation sociale pour un monde juste et durable.

12. Gran Fraternidad Universal

Statut consultatif spécial, 2000

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a accueilli deux forums internationaux sur des thèmes interconfessionnels, auxquels ont participé des représentants accrédités du Bouddhisme, du Taoïsme, du Judaïsme, du Christianisme, de l'Islam de l'Hindouisme et des groupes de populations autochtones. Les représentants de l'organisation ont contribué à la détermination d'objectifs visant à promouvoir la liberté religieuse et à sensibiliser les personnes à la nécessité de faire preuve de plus de tolérance vis-à-vis des autres religions.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2010, l'organisation a été représentée à la soixante-troisième Conférence du Département de l'information des Nations Unies/Organisations non gouvernementales, tenue à Melbourne en Australie, dans le but de recueillir les informations à diffuser parmi ses membres des 23 pays dans lesquels elle est implantée.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a travaillé avec le Comité écologique de l'Association des Nations Unies d'Australie à l'élaboration d'un projet spécial sur le rôle du surpeuplement.

Du 26 juillet au 16 août 2009, en vue de promouvoir la culture de la paix, elle a organisé le cinquième sommet international des enfants et des jeunes pour la paix à Mexico, Tarimoro et Guanajuato au Mexique, qui a connu la participation de 5 000 personnes. Le principal objectif de la manifestation était de sensibiliser les jeunes à la paix culturelle et à l'environnement et à instaurer une culture psychophysique pour le développement humain et personnel. Onze pays ont pris part à cette manifestation qui a été appuyée par l'UNESCO, le Comité international

de la Croix Rouge, l'administration du district fédéral de Mexico et du ministre de la Culture du Mexique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour réaliser l'objectif de l'enseignement primaire pour tous, l'organisation a fourni :

- Des salles de classe gratuites à 480 élèves du primaire
- Des exercices psychophysiques et d'arts martiaux à 4 124 élèves
- Des ateliers et expositions d'art à 4 602 personnes
- Des trousseaux de fournitures scolaires à 1 259 élèves
- Une formation pédagogique à 208 enseignants du primaire

En vue de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'organisation a fourni :

- Des exercices psychophysiques à 19 853 femmes
- Des cours de médecine préventive à 10 620 femmes
- Des cours d'éducation préventive à 3 490 travailleurs du sexe
- Des activités culturelles, notamment l'art, la musique, les langues et les arts martiaux à 4 888 personnes
- Des cours de formation à 3 873 parents
- Des ateliers sur un art culinaire sain à 14 328 personnes
- Des conférences sur les relations entre hommes et femmes à 1 480 personnes

Pour réduire la mortalité infantile, l'organisation a fourni :

- Des cours de santé prénatale à 10 601 personnes
- Des consultations médicales à 2 807 personnes
- Des ateliers sur l'intervention précoce, la nutrition des nourrissons et l'accouchement naturel à 1 620 personnes

Pour améliorer la santé maternelle, l'institution a organisé :

- Des conférences sur la santé prénatale pour 19 851 personnes
- Des cours d'orientation psychologique pour 4 642 femmes
- Des cours sur les thérapies non conventionnelles pour 1 390 personnes
- Des consultations médicales pour 200 personnes
- Des traitements pour l'intervention précoce avant et après l'accouchement et pour l'allaitement pour 620 femmes
- Des cours de préparation à l'accouchement grâce au yoga pour 994 femmes
- Des séances de conseils sur la fertilité, l'allaitement maternel et l'éducation des enfants pour 820 personnes

Pour lutter contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies, l'institution a organisé :

- Des conférences sur la médecine préventive et des relations saines avec un partenaire affectueux pour 2 422 personnes
- Des ateliers sur les maladies sexuellement transmissibles pour 667 personnes
- Des consultations médicales pour 540 personnes
- La fourniture de la nourriture et des soins sanitaires à 600 sans-abri
- Des traitements non conventionnels à 980 personnes souffrant de fibromyosite
- Des conférences sur le développement physique, émotionnel et spirituel qui ont permis d'atteindre 10 334 personnes
- Des exercices psychophysiques et des classes de yoga pour 10 532 personnes, notamment les personnes âgées et les malades mentaux

Afin de garantir la viabilité écologique, l'institution a :

- Organisé des promenades et des randonnées destinées à promouvoir la protection de l'environnement pour 2 057 personnes
- Organisé des ateliers écologiques à l'intention de 3 120 personnes
- Planté 5 663 arbres
- Organisé des ateliers sur les techniques de conservation à l'intention de 295 enfants

13. Institut interaméricain de statistique

Statut consultatif spécial, 1952

Introduction

L'Institut interaméricain de statistique est une organisation professionnelle qui a pour objectif de promouvoir le développement de la statistique dans la région des Amériques.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs de l'organisation consistent à : a) développer et renforcer la profession de statisticien; b) promouvoir la recherche et diffuser les dernières connaissances en matière de théorie et de méthodes statistiques; c) améliorer la méthodologie d'élaboration des statistiques aussi bien dans l'administration que dans le secteur privé; d) promouvoir les mesures visant à améliorer la comparabilité et la disponibilité des statistiques économiques et sociales dans les pays de la région; et e) collaborer avec les organisations nationales et internationales à des activités tendant à améliorer les données statistiques dans la région.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le secrétariat de l'organisation soumet régulièrement aux sessions de la Commission de statistique des informations de base pour la préparation des rapports. Les informations relatives aux activités statistiques des Nations Unies et

de ses organes subsidiaires sont régulièrement diffusées dans le bulletin et sur le site web de l'organisation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des délégations de l'organisation, conduites par le secrétaire technique, ont participé aux sessions allant de la trente-neuvième à la quarante-cinquième de la Commission de statistique qui se sont tenues à New York.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Le secrétaire technique de l'organisation a pris part à la sixième réunion de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui s'est tenue en 2011 à Punta Cana, en République dominicaine. Au cours de la période considérée dans le rapport, le secrétaire technique a également participé aux huitième, neuvième et dixième réunions du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques, qui se sont tenues à Santo Domingo, Santiago et La Havane. Des consultations permanentes se poursuivent avec la Division de statistique de la CEPALC dans le but de coordonner les activités. La Division est invitée à participer aux réunions sur les statistiques publiques organisées par l'Institut interaméricain de statistique.

Renseignements complémentaires

Les principales activités de l'organisation portent sur a) des publications, notamment dans la revue scientifique *Estadística* et un bulletin d'information trimestriel bilingue en espagnol et en anglais; b) des séminaires sur les statistiques appliquées; c) des réunions sur les statistiques publiques; d) des activités orientées vers le secteur professionnel, notamment des cours sur les méthodes et analyses statistiques pour les données et échantillons de toute une vie dans les enquêtes complexes; et e) son propre prix d'excellence.

14. L'Institut des femmes islamiques d'Iran

Statut consultatif spécial, 2000

Introduction

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs de l'organisation consistent à :

- Renforcer les capacités des familles, notamment les jeunes gens et les femmes, en leur offrant une formation dans les domaines des droits des citoyens, la justice civile, la santé, la propriété et le droit international.
- Offrir des stages de formation afin de promouvoir les compétences, la prise de conscience et l'emploi au sein du public
- Offrir des stages de formation pour mettre en œuvre différents projets visant à réaliser les objectifs des Nations Unies
- S'améliorer constamment afin d'atteindre les objectifs de développement durable

L'organisation travaille en relation étroite avec diverses ONG au cours de réunions qui se tiennent à travers le monde.

Les activités de l'organisation comprennent notamment :

- La recherche, la coopération et le renforcement des capacités afin d'atteindre les objectifs de développement
- L'autonomisation et la sensibilisation du public, l'échange d'informations et des idées ainsi que le transfert des connaissances scientifiques et technologiques
- La contribution à la réalisation des droits sociaux et économiques dans le cadre des droits humains
- L'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, des enfants, des handicapés et des personnes âgées et l'appui aux groupes vulnérables de la société
- L'appui à la réalisation de l'Action 21, notamment le développement durable
- Mise en exergue de la réduction de la pauvreté, de la croissance économique, du transfert des technologies, et la tentative d'obtenir de l'aide et du soutien pour l'amélioration et la réalisation des objectifs de développement durable
- Formation en vue de promouvoir les compétences, la sensibilisation et la création de possibilités pour le public
- Assurance de la paix pour les familles en améliorant les connaissances et les compétences nécessaires

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a participé aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions de la Commission de la condition de la femme, qui se sont tenues à New York en 2008 et 2009 respectivement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a participé à la treizième session du Conseil des droits de l'homme, qui s'est tenue à Genève en mars 2009.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée dans le rapport, l'organisation a travaillé en étroite collaboration au niveau national sur une activité soutenue par le Fonds pour l'environnement mondial et gérée par le Programme des Nations Unies pour le développement.

15. Centre « Les femmes et le monde moderne »

Statut consultatif spécial, 2008

Buts et objectifs de l'organisation

Les buts et objectifs de l'organisation sont de prodiguer une assistance concrète aux femmes à travers tout le territoire d'Azerbaïdjan; créer des opportunités pour que les femmes azerbaïdjanaises puissent s'intégrer en Europe et dans le monde en général; protéger les droits humains et les droits des femmes; éliminer toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes; coopérer avec des partenaires dans le cadre des problèmes liés à la problématique hommes-femmes, au planning familial et à la santé génésique; créer des partenariats afin de réduire la pauvreté chez les femmes et prévenir les conflits.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Centre a pris une part active dans un projet réalisé avec les Fonds des Nations Unies pour la démocratie dans le but d'apporter une aide humanitaire internationale aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, aux familles à revenu modeste et aux victimes de la guerre en Azerbaïdjan. De 2008 à 2010, l'organisation a également réalisé un projet intitulé « Underpinning and development of democratic electoral processes in Azerbaijan », avec le concours du Fonds. L'objectif du projet était d'intensifier la participation active des femmes aux élections et à l'élaboration des processus démocratiques en Azerbaïdjan, dans la mesure où les élections font partie intégrante de tout État démocratique qui a mis en place une société ouverte. Dans le cadre de ce projet, des cours de formation axés sur l'information ont été prévus auxquels devaient participer 25 personnes issues de 10 régions. Le projet visait à diffuser les valeurs démocratiques et à mobiliser des femmes pour prendre part aux élections. Le projet comprenait un programme éducatif sur les thèmes les plus sensibles dans le domaine des élections démocratiques et des droits de la femme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à la consultation mondiale entre le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et les organisations non gouvernementales (ONG), tenue à New York les 16 et 17 février 2010. L'objectif de la consultation était d'échanger les points de vue et d'analyser le résultat de l'examen des 15 années de mise en œuvre de la Conférence internationale sur la population et le développement, de faire promouvoir le programme d'action de la Conférence internationale et d'établir des liens avec l'examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ainsi que des objectifs du Millénaire pour le développement. La deuxième journée de consultation a été consacrée aux débats sur la manière dont les ONG régionales et les parlementaires pouvaient collaborer pour promouvoir le Programme d'action de la Conférence internationale et les principaux événements en 2010.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore étroitement et poursuit des entretiens sur la coopération avec de nombreuses organisations des Nations Unies, à l'instar du Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), du Fonds des Nations

Unies pour la démocratie, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du FNUAP et de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Elle collabore activement avec le bureau des Nations Unies à Bakou et avec le Centre d'information des Nations Unies de Bakou.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation sont liées au problème du mariage précoce, et visent par exemple le renforcement de l'efficacité des actions des diverses structures de l'État et des organismes publics qui luttent contre le mariage précoce dans les zones reculées d'Azerbaïdjan, afin de consolider les initiatives en faveur des droits de la femme dans ces régions. Son travail vise à appuyer le droit à l'éducation pour les jeunes filles des zones reculées d'Azerbaïdjan, car elles constituent un groupe vulnérable. L'organisation œuvre en faveur de la protection juridique des filles dans les zones reculées du pays, qui devrait se traduire par des changements susceptibles d'améliorer la situation de l'égalité des sexes et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans ces régions d'Azerbaïdjan.

Renseignements complémentaires

L'organisation participe aux différents forums de discussions du Conseil pour exprimer ses points de vue. Elle se propose de renforcer ses liens avec le Conseil et de participer désormais aux différentes manifestations organisées par le Conseil.

En tant qu'organisation disposant d'un statut consultatif auprès du Conseil, elle diffuse auprès des ONG et des personnes intéressées en Azerbaïdjan des informations sur les questions examinées et les décisions prises par le Conseil et les Nations Unies.
